



LA QUESTION DU JOUR

Le couple franco-allemand peut-il peser sur la régulation financière ?

Jacques Mistral

Directeur des études économiques à l'Institut français des relations internationales (IFRI)

La France et l'Allemagne proposent une réunion le 17 septembre pour harmoniser les positions de l'Union européenne sur la régulation des marchés financiers, avant le sommet du G20 des 24 et 25 septembre à Pittsburgh. L'annonce a été faite lundi par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, lors d'une conférence de presse commune.

« Depuis un an, Français et Allemands se mettent d'accord d'une manière régulière sur la mise en œuvre d'une régulation financière. Unis et motivés, ces deux pays ont une réelle capacité d'entraînement pour une bonne partie de l'Europe continentale. De son côté, la Grande-Bretagne conserve une attitude minimaliste. La proposition récente d'Adair Turner, le chef de l'Autorité britannique des services financiers (FSA), d'instaurer une taxe sur les transactions financières, est tellement surprenante qu'elle me paraît être une diversion.

La position franco-allemande se situe dans la ligne du rapport de Jacques de Larosière, l'ancien gouverneur de la Banque de France, qui préconisait en février la création d'un collège européen de supervi-

seurs financiers, une standardisation des produits financiers pour mieux les évaluer et la révision des normes comptables.

Angela Merkel et Nicolas Sarkozy souhaitent que la finance soit de nouveau au service du développement économique, au lieu de se spécialiser dans des arbitrages de marché profitables à court terme, comme cela a été le cas avec les produits dérivés. Leur développement faramineux dépasse largement leur simple utilité de couverture des variations de taux d'intérêt et de change.

À Pittsburgh, il sera très difficile de faire bouger les États-Unis dans une direction autre que celle voulue par leur Congrès. En Europe, on sous-estime l'autorité de ce Parlement, dont le président américain n'est qu'un honnête instrument, et où les lobbys jouent un rôle important.

Cette limite posée, il est vrai – et c'est une surprise – que, depuis le G20 de Londres, les positions ont bougé dans la lutte contre les paradis fiscaux. Cela montre que l'économie mondiale peut vivre dans un contexte fiscal plus transparent. Une bonne nouvelle, même si les choses ne bougeront pas autant que certains l'espèrent. En revanche, concernant les

« Unis et motivés, ces deux pays ont une réelle capacité d'entraînement pour une bonne partie de l'Europe continentale. »

bonus, autre sujet mis en avant par le couple franco-allemand, il ne faut pas se faire d'illusion : leur réglementation ne sera pas une contribution majeure pour éviter une nouvelle crise.

En revanche, il est nécessaire que les

États-Unis ne repartent pas dans une spirale de dettes. Signe inquiétant, le président de la banque centrale (Fed), Ben Bernanke, a déclaré vouloir laisser les taux d'intérêt bas pendant longtemps. C'est une incitation à l'endettement. Déjà, avant la crise, les gouvernements allemand et français étaient réservés sur ce mode de soutien à la croissance. Aujourd'hui, ils ont raison de ne pas dévier de cette ligne. Si les États-Unis ne changent pas de stratégie, les mêmes causes produiront les mêmes effets.»

RECUEILLI PAR
PIERRE COCHEZ